



MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Campus des métiers et des qualifications d'excellence
« Les Chantiers de Versailles : Art et Patrimoine »**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'aménagement
intérieur de l'espace « PILOTE » du Campus de Versailles**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir Adjudicateur

CY CERGY PARIS UNIVERSITE
33 boulevards du Port
95011 CERGY-PONTOISE

Représenté par :

Le Président de l'Université,
Monsieur François GERMINET.

Comptable assignataire :

L'agent comptable de l'Université

Le titulaire :

La société retenue à l'issue de la présente consultation

Table des matières

Article 1. Objet du marché.....	3
Article 2. Durée du marché public / Délai d'exécution	3
La durée de la mission objet de la présente consultation est de 8 mois, répartie suivant le planning prévisionnel pour chacune des missions. Le planning sera validé par les deux parties au démarrage du présent marché.....	3
Article 3 . Forme du marché.....	3
Article 4. Assurances	3
Article 5 – Pièces constitutives du marché public.....	4
Article 6. Prix et règlement des factures	4
Article 7. OBLIGATIONS	7
Article 8. Vérification et réception des prestations.....	7
Article 9. Confidentialité	7
Article 10. PENALITES	7
Article 11 – régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats – option B	8
Article 12– Résiliation.....	9
Article 13– Litiges et juridiction compétente	10

PREAMBULE

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Article 1. Objet du marché

Cette consultation a pour objet de sélectionner un prestataire chargé de d'assister le maître d'ouvrage CY Cergy Paris Université pour l'aménagement intérieur de l'espace PILOTE du Campus de Versailles.

La présente mission se décompose en trois parties :

1. Une mission générale de direction artistique, pour offrir aux lieux une ambiance et un équipement mobilier en correspondance avec le projet du Campus ;
 2. L'assistance pour la consultation des fournisseurs ;
 3. Le suivi des approvisionnements, de la fabrication, et de la mise en place du mobilier.
- Les caractéristiques du marché, le contexte et le contenu des missions sont détaillés dans le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.).

Le Titulaire se conforme à la description mentionnée dans le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

Article 2. Durée du marché public / Délai d'exécution

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire pour s'achever à la fin de toutes les obligations de sa mission en découlant.

La durée de la mission objet de la présente consultation est de 8 mois, répartie suivant le planning prévisionnel pour chacune des missions. Le planning sera validé par les deux parties au démarrage du présent marché.

Article 3 . Forme du marché et allotissement

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché unique conclu par un prix global et forfaitaire reporté dans l'acte d'engagement valant attribution.

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions des articles 42-3° de l'Ordonnance et 30-I-7° du Décret pour la réalisation de prestations similaires.

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, et en l'absence de prestations distinctes, le présent marché n'est pas alloti

Article 4. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des clauses administratives générales aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

Article 5 – Pièces constitutives du marché public

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI) :

Article 5.1 – Pièces particulières :

- L'Acte d'attribution valant engagement (AE) et le planning d'exécution ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et les 5 annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Mémoire technique du titulaire.

Article 5.2 – Pièce Générale :

- Le CCAG-PI approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009. Le Titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché. L'option applicable pour l'utilisation des résultats des prestations objet du présent marché est l'option B définie au chapitre 5 (article 25) du CCAG-PI.

Les documents originaux conservés dans les archives de CY Cergy Paris Université font seule foi.

Article 6. Prix et règlement des factures

Article 6.1 – Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations sont financées dans le cadre du budget de CY Cergy Paris Université et font l'objet d'un mandat administratif.

Article 6.2 – Contenu des prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, notamment les frais afférents à l'exécution des prestations demandées, les frais de déplacement, de restauration et de gestion ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que toutes

les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Article 6.3 – Acomptes

Le présent marché donne lieu à des versements à titre d'acomptes. Chaque acompte correspond au montant d'une mission ou étape réalisée conformément à l'annexe financière (D.P.G.F.).

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

En cas de cotraitance : Les modalités de paiement des cotraitants s'effectueront conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-PI

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros.

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation.

Les factures sont établies à l'issue des prestations réalisées et/ou livrables fournis.

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1^{er} janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- 1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter »

Pour déposer les factures sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Article 6.4 – Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Article 6.5 Avance

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant initial de chaque tranche (ferme ou optionnelle affermie) est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% peut être versée au titulaire.

Article 6.6 Règlement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

Article 6.7 – Retenue de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

Article 7. OBLIGATIONS

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité.

Tous les documents établis par le titulaire doivent faire l'objet d'un contrôle interne avant leur livraison.

Le titulaire apporte tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations qui lui sont commandées au titre du présent marché.

Article 8. Vérification et réception des prestations

Article 8.1 – Vérifications

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché public conformément aux articles 22 et 23 du CCAG-PI.

Article 8.2 – Décision d'admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-PI.

Article 9. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient pas divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au contrat.

En aucun cas les termes du présent marché ne constituent un obstacle à la demande de dommages et intérêts et à la poursuite judiciaire du titulaire par le pouvoir adjudicateur en cas de violation par le titulaire des présentes dispositions relatives à la confidentialité.

Article 10. PENALITES

Délais d'exécution du marché, pénalités pour retard

Les prestations doivent être exécutées conformément aux délais fixés au marché par le planning validé.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il est précisé ce qui suit :

En cas de retard sur tout délai fixé au marché (quant à la réalisation des prestations, la remise des livrables ...), le titulaire sera passible d'une pénalité 200 euros HT par jour de retard.

Article 11 – régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats – option B

Les règles applicables au présent marché en matière d'utilisation des résultats sont celles définies ci-après ainsi que celles mentionnées au chapitre 5 du CCAG-PI « Utilisation des résultats » - Option B « Cession des droits d'exploitation sur les résultats ».

Les prestations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché sont susceptibles d'engendrer des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle.

Ainsi, le titulaire reconnaît que CY Cergy Paris Université est propriétaire de tous les droits d'utilisation, de représentation, de reproduction et d'exploitation des résultats des prestations qu'il réalise dans le cadre du présent marché, et ce pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle. Les résultats sont entendus de tous livrables, études, bases de données, informations, dénominations, logos, quels que soient leur nature, leur forme et leur support.

A ce titre, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, tous les droits de propriété industrielle et/ou intellectuelle qu'il peut détenir sur les résultats.

En tant que de besoin, pour l'hypothèse où les résultats seraient en tout ou en partie protégés par le droit d'auteur, il est précisé, pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, que les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats ;
- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;
- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelle que forme, quel que support et quel que moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;
- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation et /ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données.

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier, et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont convenus que le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans la rémunération perçue par le titulaire au titre du présent marché, et que le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur qu'il détient l'intégralité des droits relatifs aux résultats, et notamment les droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle. Il garantit que les résultats ne constituent pas une contrefaçon, et que la présente cession ne porte pas atteinte aux droits de tiers, quels qu'ils soient. Le titulaire garantit d'une manière générale au pouvoir adjudicateur que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation des résultats par le pouvoir adjudicateur.

En conséquence, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle ou industrielle ou un acte de concurrence et/ou parasitaire auquel la présente cession porterait atteinte.

Par ailleurs, le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur qu'il n'a procédé et ne procédera à aucun dépôt sur les résultats.

Article 12– Résiliation

Article 12.1 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 30 du CCAG-PI).

Article 12.2 - Résiliation pour événements liés au marché

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 31 du CCAG-PI).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

Article 12.3 – Résiliation pour mauvaise exécution

L'Etablissement peut résilier le présent marché, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de sécurité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCAP, cahier des charges techniques ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 36 du CCAG-PI.

Article 12.4 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation (par dérogation à l'article 33 du CCAG-PI), après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Article 13– Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 20 du CCAG-PRESTATIONS INTELECTUELLES le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission identifiées dans le cadre de la DPGF.

Article 14– Litiges et juridiction compétente

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 Cergy-Pontoise

Tel : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59.